



Fondation  
du Judaïsme  
Français

## Fondation du Judaïsme français Ipsos

L'évolution de la relation à l'autre au sein de la société française –  
vague 3

Contacts :

**Brice Teinturier**

[brice.teinturier@ipsos.com](mailto:brice.teinturier@ipsos.com)

01 41 98 90 93

**Etienne Mercier**

[etienne.mercier@ipsos.com](mailto:etienne.mercier@ipsos.com)

01 41 98 92 79

**Mathieu Gallard**

[mathieu.gallard@ipsos.com](mailto:mathieu.gallard@ipsos.com)

01 41 98 91 04

## Table des matières

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>DANS UN CONTEXTE DIFFICILE, LA RELATION À L'AUTRE SE TEND</b> .....	<b>3</b>
I- UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE QUI RESTE PROFONDÉMENT INQUIÈTE POUR SON AVENIR.....	3
I.1. <i>L'inquiétude envers les enjeux sécuritaires atteint des niveaux inédits</i> .....	3
I.2. <i>Une inquiétude sur l'avenir qui reste vive, aussi bien au niveau personnel que collectif</i> .....	4
II- UNE SOCIABILITÉ TRÈS DIVERSIFIÉE QUI N'EMPÊCHE PAS LA CONFIANCE EN « L'AUTRE » DE SE DÉGRADER.....	5
II.1. <i>Des Français qui fréquentent des personnes diverses</i> .....	5
II.2. <i>Au quotidien, des relations apaisées avec les minorités religieuses ou ethniques</i> .....	6
II.3. <i>La confiance en « l'autre » recule fortement</i> .....	8
III- UNE CRISPATION DES OPINIONS VIS-À-VIS DE L'IMMIGRATION ET DE LA DIVERSITÉ.....	8
III.1. <i>En trois ans, la perception des Français envers l'immigration s'est assez nettement dégradée</i> .....	9
III.2. <i>... de même que leur position vis-à-vis de la coexistence des religions</i> .....	10
<b>UNE CRISPATION À L'ENCONTRE DES MUSULMANS, ET DES PRÉJUGÉS ANTISÉMITES QUI RESTENT PRÉGNANTS</b>	<b>11</b>
I- LE REJET DE L'ISLAM ET DES MUSULMANS PROGRESSE NETTEMENT.....	11
I.1. <i>Une visibilité de l'islam dans l'espace public qui agace, voire inquiète</i> .....	11
I.2. <i>Des attitudes de rejet des musulmans qui se renforcent</i> .....	12
I.3. <i>Les solutions en faveur d'une meilleure intégration de l'islam sont rejetées</i> .....	13
II- UNE MINORITÉ JUIVE BIEN INTÉGRÉE, MAIS QUI RESTE VICTIME DE PRÉJUGÉS PLUS PRÉGNANTS QUE JAMAIS.....	14
II.1. <i>Le sentiment que les juifs sont bien intégrés en France atteint des niveaux record en 2017</i> .....	14
II.2. <i>Les préjugés envers un groupe perçu par certains comme influent et communautariste progressent, revenant à leur niveau de 2014</i> .....	16
III- UNE EMPATHIE VIS-À-VIS DE LA SITUATION DES JUIFS DE FRANCE QUI SE STABILISE À UN HAUT NIVEAU.....	18
III.1. <i>Un Français sur deux juge que les juifs ont des raisons de craindre de vivre en France</i> .....	18
III.2. <i>Le phénomène de départ de juifs est désormais bien identifié, mais il ne trouble toujours pas massivement les Français</i> .....	19
<b>UNE PERCEPTION AMBIGUË D'ISRAËL ET DES ISRAÉLIENS</b> .....	<b>21</b>
I- UNE PERCEPTION PLUS FAVORABLE DES ISRAÉLIENS QUE DE L'ÉTAT D'ISRAËL.....	21
I.1. <i>La perception de l'Etat d'Israël s'est fortement dégradée avec le temps et est désormais majoritairement négative</i> .....	21
I.2. <i>Les israéliens bénéficient d'une meilleure image que leur pays, sans que la perception ne soit dans le détail très positive</i> .....	22
II- UNE PERCEPTION AMBIGUË DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN.....	22
II.1. <i>Les Français tendent à renvoyer dos-à-dos les protagonistes du conflit israélo-palestinien</i> .....	23
II.2. <i>Le mouvement de boycott d'Israël est à la fois peu connu des Français et très majoritairement désapprouvé, sauf au sein de la gauche radicale</i> .....	23
III- UN « NOUVEL ANTISÉMITISME » D'EXTRÊME-GAUCHE QUI SE LIMITE LE PLUS SOUVENT À UN REJET D'ISRAËL.....	24
III.1. <i>Des préjugés antisémites moins répandus chez les sympathisants de gauche radicale que dans la moyenne de la population</i> .....	24
III.2. <i>Au sein de la gauche radicale, une perception assez ambiguë de la situation des juifs en France</i> .....	25
III.3. <i>Un antisionisme qui ne se transforme pas en antisémitisme</i> .....	26
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>29</b>

## Introduction

La troisième vague de l'enquête commandée par la Fondation du Judaïsme Français à Ipsos sur « *Le rapport à l'autre et aux minorités* » s'inscrit dans **un contexte particulier à plus d'un titre.**

Après la séquence électorale particulièrement incertaine de l'année 2016-2017, l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République et la large victoire des candidats de *La République En Marche* au cours du scrutin législatif suivant ont ouvert le champ à **une profonde recomposition de l'échiquier politique et partisan français**, laquelle est encore en cours. Par ailleurs, cette élection semble avoir sensiblement **desserré le profond pessimisme des Français vis-à-vis de la situation du pays et de son avenir.** Certes, seuls 31% des sondés estiment que « *la France n'est pas en déclin* »<sup>1</sup> et ils ne sont que 25% à juger que « *la situation économique du pays est bonne* »<sup>2</sup>, mais ces chiffres témoignent d'**une très nette amélioration** par rapport à ceux que l'on pouvait relever il y a encore un an.

Pour autant, ces éléments de rupture et ces tendances positives s'accompagnent d'un contexte sécuritaire toujours aussi pesant. De **très nombreuses attaques terroristes ou tentatives d'attaques terroristes ont eu lieu au cours des derniers mois**, que ce soit en France ou à l'étranger. Parmi les plus marquantes, on peut notamment citer l'attentat de Barcelone en août (16 victimes), de Londres en juin (8 victimes), de Manchester en mai (22 victimes) ou encore d'Istanbul en janvier (39 victimes).

Ce contexte a d'autant plus marqué les personnes interrogées à l'occasion du sondage qu'il a été lancé **le lendemain de l'attentat de la gare de Marseille Saint-Charles**, au cours duquel deux jeunes femmes ont trouvé la mort. De plus, les interviews se sont déroulées pendant le procès d'Abdekadhen Merah et de Fettah Malki<sup>3</sup>, mais aussi alors qu'en Syrie, l'Etat Islamique subissait des défaites importantes et largement médiatisées.

La vague réalisée cette année était donc l'occasion d'étudier **dans quelle mesure ce contexte paradoxal pouvait influencer la perception des Français vis-à-vis de « l'autre ».** Les deux précédentes enquêtes, menées en juillet 2014 puis en octobre 2016, nous avaient déjà montré que **la crise de confiance généralisée** qui régnait alors en France menait à **un repli sur soi et à l'expression de fortes critiques envers « l'autre » entendu au sens large** : immigrés, minorités religieuses, ethniques ou sexuelles, mais aussi chômeurs, et plus largement toute personne ne faisant pas directement partie de son cercle relationnel.

Même si elle ne semblait pas s'être approfondie entre 2014 et 2016 malgré la série d'attentats particulièrement meurtriers qui avaient marqué la France dans l'intervalle, cette situation n'en était **pas moins inquiétante à plus d'un titre.** Les études avaient mis en lumière **les deux groupes les plus largement rejetés par les Français** du fait d'une intégration perçue comme insuffisante : les Roms, d'une part et les musulmans, d'autre part. Les premiers étaient perçus comme **totallement étrangers à la « communauté nationale »**, quand les seconds souffrent de plus en plus d'**une perception de l'Islam comme n'étant pas étranger à l'intégrisme religieux voire au terrorisme.** Quant aux juifs, s'ils étaient perçus comme particulièrement bien

---

<sup>1</sup> Ipsos, *Fractures Françaises*, juin 2017.

<sup>2</sup> Ipsos, *Economic Pulse of the World*, octobre 2017.

<sup>3</sup> Mais l'annonce du verdict, prononcé le 2 novembre, a eu lieu plusieurs jours après la fin du terrain de l'enquête, le 17 octobre.

**intégrés en France**, les préjugés antisémites n'en restaient pas moins **très répandus au sein de la population**, plus du tiers des Français adhérant à la majorité des opinions judéophobes testés dans l'enquête. De surcroît, le départ des juifs de France ne semblait **pas préoccuper outre-mesure l'opinion**, même si les sondés se disaient de plus en plus conscients des menaces spécifiques pesant sur les juifs de France.

Il s'agit donc cette année de voir dans quelle mesure **les conclusions que nous avons tirées des résultats des années précédents s'appliquent encore aujourd'hui**, et de mesurer les évolutions intervenues par rapport à 2016 pour comprendre **comment le contexte politique, économique et sécuritaire a pu influencer la « relation à l'autre »**.

Par ailleurs, la Fondation du Judaïsme Français a souhaité intégrer à l'étude un volet spécifique sur **l'image d'Israël auprès des Français**. L'actualité de ces dernières années<sup>4</sup> semble en effet avoir confirmé la montée progressive d'un « nouvel antisémitisme »<sup>5</sup> venu de l'extrême-gauche, dont les fondements antisionistes diffèreraient de l'antisémitisme traditionnel chrétien comme de l'antisémitisme racial du XXème siècle. Il s'agit donc de **vérifier dans quelle mesure ce nouvel avatar de l'antisémitisme trouve véritablement un écho dans le grand public**.

Afin de répondre à ces différentes questions, Ipsos a interrogé en ligne du 10 au 17 octobre 2017 un échantillon de 1001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus selon la méthode des quotas appliquée au sexe, à l'âge, à la profession de la personne de référence, à la région et à la catégorie d'agglomération.

---

<sup>4</sup> Marquée notamment par plusieurs manifestations à caractère antisémite en France à l'été 2014.

<sup>5</sup> Pierre-Henri Taguieff, *La Nouvelle judéophobie*, Mille et une Nuits, 2002 ; Nonna Mayer, « Nouvelle judéophobie ou vieil antisémitisme ? », *Raisons politiques*, n° 16, Presses de Sciences Po, 2004 ; Pierre Birnbaum, *Sur un nouveau moment antisémite : « Jour de colère »*, Fayard, 2015

## Dans un contexte difficile, la relation à l'autre se tend

### I- Une société française qui reste profondément inquiète pour son avenir

Depuis l'élection présidentielle de mai 2017, plusieurs indicateurs témoignent d'une amélioration sensible de la perception par les Français de la situation actuelle du pays et de son avenir. Pour autant, **le constat reste globalement assez négatif**, entre craintes vis-à-vis de la menace terroriste et persistance des inquiétudes économiques et sociales.

#### I.1. L'inquiétude envers les enjeux sécuritaires atteint des niveaux inédits

Au cours des dernières années, **les préoccupations sécuritaires et identitaires ont clairement prit le pas sur les préoccupations économiques** : alors que « *le chômage* » était de loin la première source d'inquiétude des Français en 2014 avec 38% de citations, « *le terrorisme* » a pris la première place en 2016 (50%, +35 points), avant de progresser encore de 7 points en 2017 pour atteindre 57%. D'autres inquiétudes liées à ce climat anxieux progressent aussi depuis plusieurs années, et notamment « *l'insécurité* » qui arrive désormais en deuxième position avec 37% de citations (+11 points depuis 2014), « *l'intégrisme religieux* » (31%, +9 points) et « *l'immigration* » (29%, +8 points). En revanche, **les préoccupations de nature économiques et sociales restent stables voire régressent**, comme c'est le cas pour « *le chômage* » qui a perdu 5 points depuis 2014 ou encore pour « *les inégalités sociales* » (-3 points).

Tableau 1. Le profil des Français citant les enjeux sécuritaires et identitaires et l'évolution depuis 2014

	Le terrorisme	L'insécurité	L'intégrisme religieux	L'immigration
<b>Ensemble des Français</b>	<b>57% (+42)</b>	<b>37% (+11)</b>	<b>31% (+9)</b>	<b>29% (+8)</b>
<b>Niveau de diplôme</b>				
Diplôme supérieur au bac.	54% (+40)	34% (+11)	33% (+9)	23% (+6)
Diplôme niveau bac.	61% (+47)	40% (+16)	31% (+11)	31% (+10)
Diplôme inférieur au bac.	59% (+45)	39% (+5)	29% (+10)	36% (+10)
<b>Proximité partisane</b>				
Sympathisants de gauche	44% (+31)	22% (+11)	25% (=)	9% (+3)
Sympathisants du centre	59%	29%	35%	20%
Sympathisants de droite	62% (+43)	42% (+8)	43% (+19)	38% (+5)
Sympathisants FN	70% (+49)	59% (+18)	29% (+5)	66% (+13)

**Les Français les plus enclins à citer ces craintes sécuritaires et identitaires appartiennent aux catégories populaires** : toutefois, plus que la catégorie sociale (ouvriers et employés) ou le niveau de revenu, c'est le niveau de diplôme qui s'avère être une variable discriminante. Mais c'est avant tout **le positionnement politique qui explique le mieux quel type d'enjeu**

**préoccupe les Français** avec, sur « *le terrorisme* », « *l'insécurité* » et « *l'immigration* », un *continuum* allant des sympathisants de gauche aux proches du FN : il y a ainsi 26 points d'écart entre la part des sympathisants de gauche (44%) qui citent « *le terrorisme* » comme une crainte majeure et les sympathisants FN (70%). L'écart est même plus important sur « *l'insécurité* » (37 points de différence entre la gauche et le FN) et sur « *l'immigration* » (57 points de différence). **Écart qui s'est d'ailleurs accru au fil des années**, puisque l'on constate que depuis 2014, c'est chez les sympathisants frontistes que ces craintes ont le plus progressé. A noter toutefois que « *l'intégrisme religieux* » se distingue : les écarts sont très faibles selon le niveau de diplôme, et ce sont les sympathisants de droite modérée et du centre qui citent le plus ce sujet comme étant une source de préoccupation.

En revanche, on constate en trois ans **un léger recul des préoccupations concernant « *le racisme* » (11%, -5 points) et « *l'antisémitisme* » (3%, -2 points)**. Toutefois, comme on le verra plus loin, les Français sont beaucoup plus nombreux qu'en 2014 à considérer qu'il y a des craintes à avoir lorsque l'on est juif en France (*cf. p. 18-19*) : ce léger recul est donc plus vraisemblablement lié au jeu des « vases communicants » d'une vague sur l'autre entre des items à choisir au sein d'une liste qu'à un véritable recul de l'empathie à l'égard des juifs.

## **I.2. Une inquiétude sur l'avenir qui reste vive, aussi bien au niveau personnel que collectif**

Les difficultés économiques qui touchent la France depuis les années 1970, aggravées par la crise de 2008, forment **un arrière-plan toujours aussi pesant**, malgré l'amélioration de certains indicateurs économiques au cours des derniers mois. Le sentiment de déclassement social, les difficultés financières quotidiennes, mais aussi la peur de l'avenir pour soi et pour les siens restent très présents, signe que l'alternance politique n'a pas drastiquement modifié l'état d'esprit des Français.

Ainsi, **un Français sur deux (50%, +1 point) a le sentiment que « par rapport à mes parents lorsqu'ils avaient leur âge », il est « en régression »,** quand seulement 32% (+1 point) pensent être « en progression » et 18% se situent « au même niveau » (-2 points), des chiffres qui restent globalement stables depuis 2014. Les plus enclins à éprouver ce sentiment de régression appartiennent **aux classes d'âge actives** (57% chez les 35-59 ans) et **aux catégories populaires** : 60% chez les ouvriers, 63% chez les employés, et même 68% chez ceux vivant dans un ménage aux revenus modestes.

En plus d'avoir le sentiment qu'ils n'ont pas profité de l'ascenseur social par rapport à leurs parents, **les Français jugent de surcroît que l'avenir ne leur sera pas plus favorable** : 63% (+4 points) estiment ainsi que leur « *avenir personnel est bouché* », quand 37% (-4 points) le jugent au contraire « *ouvert* ». Là encore, on peut mettre au jour de larges différences liées au statut social des individus : 52% des cadres estiment que leur avenir personnel est « ouvert », mais ce chiffre n'est que de 32% chez les ouvriers et de 31% chez les employés ; de même, 45% des diplômés du supérieur pensent avoir un avenir « ouvert » contre 28% de ceux disposant d'un diplôme inférieur au baccalauréat.

Mais ce pessimisme ne reste pas cantonné à la sphère individuelle : **les Français se montrent aussi inquiet quant à l'avenir du pays**. Ainsi, seuls 37% des personnes interrogées estiment que la France « *a un grand avenir devant elle* », contre 63% qui sont d'un avis contraire. Certes, on constate une très légère amélioration par rapport à l'an dernier, mais l'optimisme n'est

majoritaire que dans une catégorie, celle des sympathisants centristes (LREM et MoDem), 57% d'entre eux jugeant que la France est promise à un grand avenir. Essentiellement liée à la couleur politique de l'actuel Président, ce chiffre ne doit pas masquer le fait que **même au sein des catégories moyennes et supérieures, le pessimisme arrive nettement en tête** : 56% chez les diplômés du supérieur, 58% chez les hauts niveaux de revenu et 59% chez les CSP+.

## **II- Une sociabilité très diversifiée qui n'empêche pas la confiance en « l'autre » de se dégrader**

Ce contexte doublement pesant, entre persistance des difficultés économiques et menace terroriste (à laquelle se mêlent étroitement les craintes identitaires) aboutit à **un délitement progressif de la relation à « l'autre » de manière générale**. Le fait que les Français fréquentent des personnes de milieux sociaux, de religion, d'origine ou de sexualité différentes, s'il peut en partie freiner cette dégradation, ne semble toutefois pas à même de l'empêcher. Une sociabilité diversifiée ne semble donc pas suffisante à elle seule pour lutter contre la propagation de préjugés sur des communautés ou des groupes sociaux minoritaires.

### **II.1. Des Français qui fréquentent des personnes diverses**

De manière générale, **les Français n'évoluent pas dans des milieux familiaux, amicaux ou professionnels homogènes**. Une grande majorité affirme fréquenter des personnes de religion, de milieu social, d'origine ou de sexualité différente.

Ainsi, 85% des personnes interrogées déclarent fréquenter des personnes « *qui ne font pas partie du même milieu social* » que le leur, 79% des personnes « *qui n'ont pas la même religion* », 78% des personnes « *d'une autre origine, d'un autre pays* » ou « *qui n'ont pas la même couleur de peau* », et enfin 70% des personnes « *qui n'ont pas la même orientation sexuelle* ». On constate une légère progression sur l'ensemble de ces questions, après un recul dans la vague de l'an dernier : ces variations sont toutefois sans doute davantage liées à de légères différences dans la structure de l'échantillon qu'à des changements au sein de la population française dans un laps de temps aussi bref.

Enfin, si l'homogénéité au sein des couples reste la norme<sup>6</sup>, **les Français disent néanmoins majoritairement connaître des couples composés de personnes de religion ou d'origine différente** : 57% des Français déclarent ainsi fréquenter au moins un couple dont les deux membres ne partagent pas la même religion (+2 points), et 68% un couple composé de deux personnes n'ayant pas la même origine (+3 points).

Les deux facteurs les plus explicatifs d'une sociabilité hétérogène semblent être **l'âge et le niveau de diplôme**. Sur l'âge, on constate **des écarts compris entre 10 et 18 points entre les moins de 35 ans, qui tendant à être plus souvent en relation avec des personnes diverses, et les 60 ans et plus, qui ont un cercle de fréquentation plus homogène du point de vue du milieu social, des origines, de la sexualité, de la religion, etc.** Il s'agit d'ailleurs

---

<sup>6</sup> Ainsi, en matière sociale : Alain Girard, *Le Choix du conjoint. Une enquête psycho-sociologique en France*, Armand Colin, 2012 ; et en matière d'origine géographique : Vanessa Bellamy, *236 300 mariages célébrés en France en 2015, dont 33 800 mariages mixtes*, INSEE Première, 2017.

essentiellement d'un clivage entre les personnes âgées de plus et de moins de 60 ans, les 35-59 ans s'avérant très proches dans leurs comportements de sociabilité que les plus jeunes. Par ailleurs, on constate **une très nette différence dans les réponses des individus selon leur position sociale** : la catégorie socio-professionnelle, le revenu mais surtout le niveau de diplôme sont en effet étroitement liés à la fréquentation de cercles sociaux plus ouverts, avec des écarts compris entre 11 et 15 points (*cf. tableau 2*).

Tableau 2. La fréquentation de personnes diverses selon l'âge et le niveau de diplôme

	% fréquentant des personnes d'autre...				
	... origine, pays	... couleur de peau	... milieu social	... orientation sexuelle	... religion
<b>Moins de 35 ans</b>	84%	83%	89%	77%	83%
<b>35 à 49 ans</b>	82%	82%	87%	72%	83%
<b>60 ans et plus</b>	66%	67%	79%	62%	71%
<i>Différence entre les moins de 35 ans et les 60 ans et +</i>	<i>18 points</i>	<i>16 points</i>	<i>10 points</i>	<i>15 points</i>	<i>12 points</i>
<b>Diplôme inférieur au baccalauréat</b>	68%	69%	77%	64%	71%
<b>Diplôme de niveau baccalauréat</b>	81%	79%	84%	69%	81%
<b>Diplôme supérieur au baccalauréat</b>	83%	83%	91%	75%	84%
<i>Différence entre les diplômes inf. et sup. au bac.</i>	<i>15 points</i>	<i>14 points</i>	<i>14 points</i>	<i>11 points</i>	<i>13 points</i>

## II.2. Au quotidien, des relations apaisées avec les minorités religieuses ou ethniques

Cette nouvelle vague vient confirmer que **les relations qu'entretiennent dans leur vie quotidienne une très large majorité des Français avec des personnes d'autres origines ou confessions sont soit sereines, soit inexistantes**. Les seules avec lesquelles des tensions peuvent exister à ce niveau personnel et quotidien sont les personnes d'origine Rom, maghrébine ou de confession musulmane, mais ces tensions restent nettement minoritaires.

**Dans la vie quotidienne, les relations avec les personnes d'origine asiatique et maghrébine sont « bonnes » pour environ les deux tiers des répondants (respectivement 68% et 63%),** et nettement plus d'un Français sur deux (54%) déclare entretenir de bonnes relations avec les personnes originaires d'Afrique sub-saharienne. Ces chiffres sont **stables par rapport à ceux enregistrés en 2014 comme en 2016**. En revanche, si les relations avec les Roms sont les plus mauvaises (seuls 26% entretiennent de « bonnes relations » au quotidien avec des membres de

cette communauté), cela représente **un très net progrès en trois ans** (+11 points), confirmant les enseignements d'autres enquêtes<sup>7</sup>.

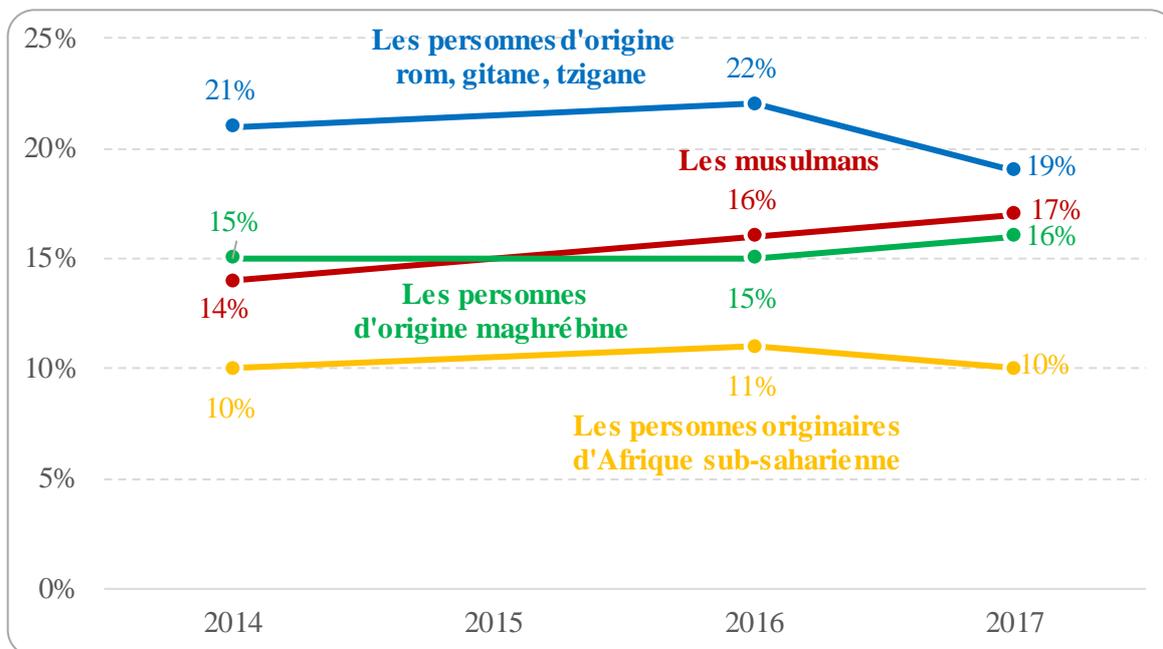
De fait, les deux seuls groupes avec lesquels **une part très minoritaire mais néanmoins significative de Français déclare avoir des relations difficiles au quotidien** sont **les personnes d'origine Rom (19%) ou maghrébine (16%)**, sans que l'on relève une dégradation significative depuis 2014.

La même question a été posée à propos des relations entretenues par les personnes interrogées avec des croyants des principales religions représentées en France. Là encore, **les résultats sont positifs** et témoignent d'**un climat plutôt apaisé** qui n'a **aucunement été influencé par les attentats des années 2015-2016**. En effet, 90% des Français disent avoir de « *bonnes relations* » au quotidien avec les personnes de confession catholique. Ce chiffre est de 66% en ce qui concerne les juifs et de 60% pour les musulmans.

Si **une minorité significative de Français (17%) dit entretenir des relations difficiles avec les musulmans**, ce chiffre reste néanmoins **limité**. De plus, il ne progresse pas au cours des années. La part des personnes ayant des relations tendues avec les autres religions testées est très marginale : 3% ou moins. Enfin, notons qu'un Français sur quatre (23%) n'a pas de relations fréquentes avec des musulmans et près d'un sur trois (31%) avec des juifs.

De manière générale, on ne constate **pas de hausse significative depuis 2014 du sentiment d'entretenir de mauvaises relations avec les différents groupes** testés dans le baromètre (*cf. graphique 1*).

Graphique 1. La part des Français qui disent entretenir de mauvaises relations au quotidien avec ces groupes



<sup>7</sup> Baromètre *Xénophobie, Antisémitisme, racisme, anti-racisme et discriminations raciales en France*, réalisé du 17 au 24 octobre 2016 par Ipsos pour la CNCDH et le SIG.

Là encore, les sympathisants frontistes sont une des rares catégories de la population à se distinguer par **des relations significativement plus difficiles que la moyenne** avec certains groupes, et notamment les magrébins (37%, soit 21 points de plus que la moyenne des Français), les musulmans (35%, +18 points), les personnes originaires d’Afrique sub-saharienne (25%, +15 points) et les roms (33%, +14 points).

### **II.3. La confiance en « l’autre » recule fortement**

Ces relations sereines des Français avec les diverses minorités n’empêchent pas un recul général de la confiance en autrui. Certes, près des deux tiers des Français (64%) estime que « *là où ils vivent* », ils peuvent « *faire confiance à la plupart des gens* », contre 36% qui sont d’une opinion contraire. Toutefois, ce chiffre n’est satisfaisant qu’en apparence : en effet, on constate **un recul de 9 points de la confiance par rapport à l’an dernier**. La défiance envers les personnes habitant à proximité obéit à une logique géographique : les habitants des agglomérations de plus de 100 000 habitants sont nettement moins confiants (58%) que ceux vivant dans les plus petites agglomérations, et a fortiori que ceux résidant en zone rurale (73%). Mais une logique sociale est là aussi à l’œuvre, puisque les moins confiants appartiennent aux catégories populaires : ouvriers (51%) et employés (57%), détenteurs d’un diplôme inférieur au baccalauréat (57%) ou encore ménages aux revenus modestes (59%). Enfin, on retrouve aussi sur ce sujet un *continuum* entre la gauche et la droite, les sympathisants des partis de gauche (74%) et du centre (74%) étant plus confiants que ceux de droite (63%), qui se situent eux-mêmes à des niveaux nettement plus élevés que les proches du FN (41%).

Si la confiance envers les habitants de son lieu de résidence reste toutefois majoritaire, il n’en est plus de même quand on se place à une échelle plus générale : **seuls 33% des Français déclarent que « dans la vie », ils font spontanément confiance « à la plupart des gens »**, contre 67% qui sont d’un avis contraire. Là encore, on enregistre un fort recul par rapport à l’an dernier (-6 points), et on retrouve les mêmes écarts géographiques, sociaux et politiques que précédemment. Cette différence entre « *les cercles de la confiance* » selon que les personnes considérées sont plus ou moins proches a déjà été largement mise en lumière <sup>8</sup>, et elle révèle une des faiblesses de notre démocratie.

### **III- Une crispation des opinions vis-à-vis de l’immigration et de la diversité**

Dans ce contexte de craintes accrues vis-à-vis de la menace terroriste et de dégradation de la confiance en « l’autre » de manière générale, on assiste sans surprise à **un nouveau recul des attitudes positives envers l’immigration et la diversité**.

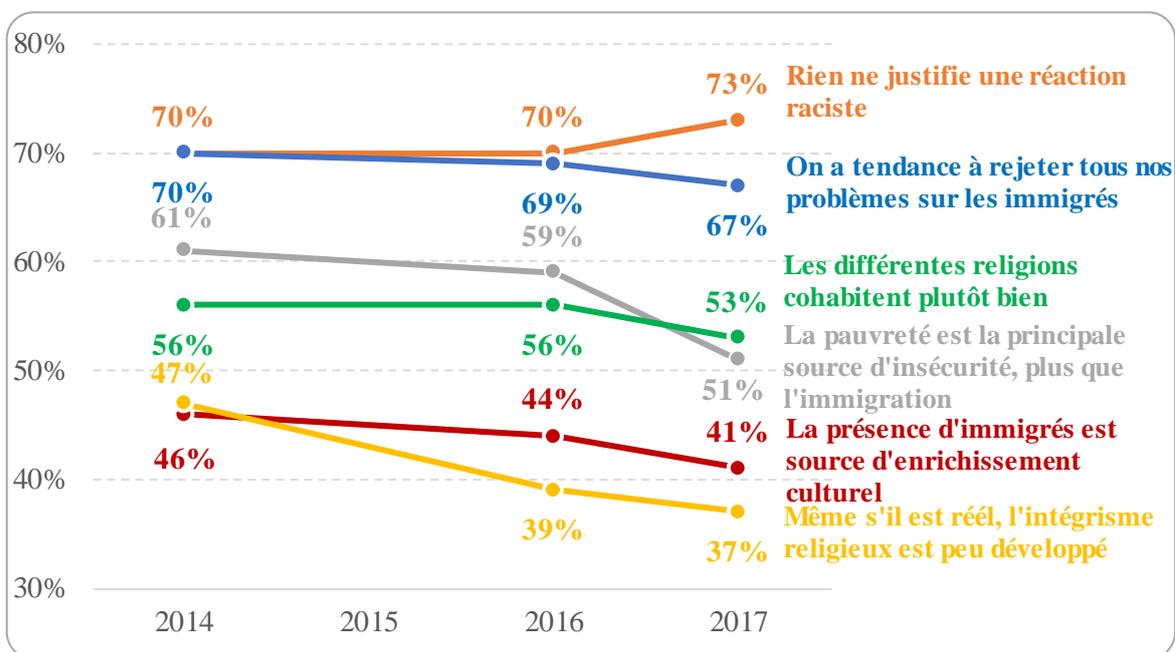
---

<sup>8</sup> Flora Chanvril, *Les cercles de la confiance (2009-2016)*, CEVIPOF, 2017.

### III.1. En trois ans, la perception des Français envers l'immigration s'est assez nettement dégradée...

La plupart des propositions relatives à l'immigration connaissent **une nette dégradation cette année, accentuant une tendance déjà perceptible l'an dernier**. Ainsi, si 67% des Français partagent toujours l'idée selon laquelle « *aujourd'hui en France, on a tendance à rejeter sur les immigrés la responsabilité de tous les problèmes que nous rencontrons* », cette opinion perd au total trois points depuis 2014. De même, **les arguments opposés aux lieux communs hostiles à l'immigration sont en fort recul** : un Français sur deux (51%) pense désormais que « *c'est la pauvreté qui est aujourd'hui la principale cause d'insécurité en France, plus que l'immigration* », en recul de 10 points en trois ans ; 41% estiment que « *la présence d'immigrés est une source d'enrichissement pour la France* » (-5 points depuis 2014).

Graphique 2. La perception de l'immigration et de la diversité depuis 2014



Au total, **40% des Français partagent trois ou quatre des affirmations favorables aux immigrés<sup>9</sup>**, mais cette proportion est en **net recul** puisqu'elle était de **51% il y a un an**. On retrouve ici **un net clivage social** puisque les cadres (54%) ou les diplômés du supérieur (48%) sont les plus tolérants envers l'immigration, alors que les employés (36%), les ouvriers (37%) et surtout les détenteurs d'un diplôme inférieur au baccalauréat (30%) sont nettement plus en retrait. Mais **le clivage est avant tout politique** : 64% des sympathisants de gauche partagent 3 ou 4 affirmations favorables aux immigrés, un chiffre qui tombe à 53% chez les sympathisants centristes, 27% à droite (LR-UDI) et enfin 15% au FN.

<sup>9</sup> « Rien ne justifie une réaction raciste » ; « Aujourd'hui en France, on a tendance à rejeter sur les immigrés la responsabilité de tous les problèmes que nous rencontrons » ; « C'est la pauvreté qui est aujourd'hui la principale cause d'insécurité en France, plus que l'immigration » ; « La présence d'immigrés est une source d'enrichissement pour la France »

### **III.2. ... de même que leur position vis-à-vis de la coexistence des religions.**

**Les religions minoritaires, sans doute avant tout assimilées à l'islam par les personnes interrogées, souffrent du contexte actuel** : 53% des personnes interrogées pensent que « *en France, globalement, les différentes religions coexistent plutôt bien entre elles* », en baisse de 3 points depuis 2014, et 37% estiment que « *même s'il est réel, l'intégrisme religieux reste un phénomène peu développé en France* », soit un recul de 10 points en trois ans.

Ces évolutions **ne constituent pas pour autant, pour la grande majorité de l'opinion, un blanc-seing aux réactions racistes** : 73% des Français estiment toujours que « *rien ne justifie une réaction raciste* », un chiffre qui progresse même de 3 points.

# Une crispation à l'encontre des musulmans, et des préjugés antisémites qui restent prégnants

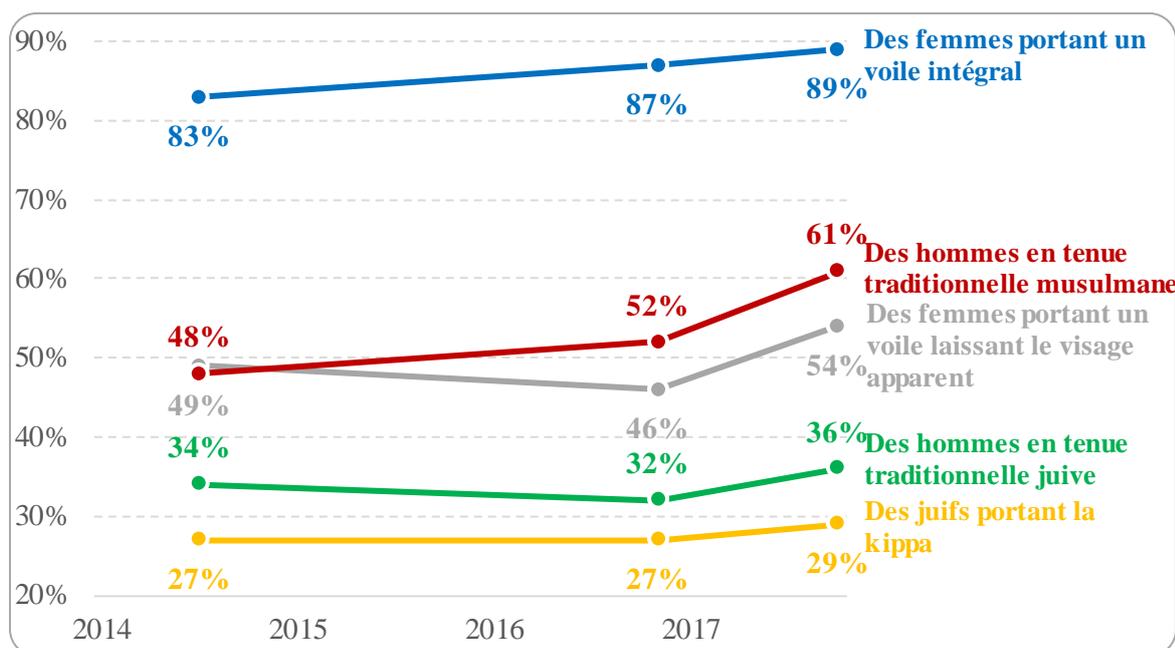
## I- Le rejet de l'islam et des musulmans progresse nettement

Si les Roms, les gitans et les tziganes sont, et de loin, la minorité la plus stigmatisée et la plus rejetée par les Français, c'est toutefois **la minorité musulmane qui suscite la montée du plus de crispations au sein du grand public**. C'est en effet vis-à-vis des musulmans et des personnes d'origine maghrébine ou d'Afrique sub-saharienne que le sentiment de « *mauvaise intégration* » a le plus progressé de 2016 à 2017, tout en étant loin d'atteindre le niveau de « *mauvaise intégration* » prêté à la population des Roms et des tziganes (66%).

### I.1. Une visibilité de l'islam dans l'espace public qui agace, voire inquiète

La visibilité de l'islam dans l'espace public est, plus que jamais, un objet de crispation pour une partie de l'opinion. Ainsi, plus d'un Français sur deux se déclare agacé, voire inquiet de certaines traditions vestimentaires distinctives de la religion musulmane : 89% se disent « agacés » (38%) ou « inquiets » (51%) à la vue de « *femmes portant un voile qui leur couvre intégralement le visage* ». La burqa, reste donc très majoritairement rejetée. Mais une personne interrogée sur deux réagit aussi mal à la vue d'hommes « *en tenue traditionnelle musulmane* » (61%), ou encore de femmes « *portant un voile sur la tête et laissant le visage apparent* » (54%). En trois ans, le sentiment de rejet vis-à-vis de ces tenues progresse très fortement : entre +5 points pour le voile et +13 points pour les tenues traditionnelles masculines.

Graphique 3. La proportion de personnes « inquiètes » ou « agacées » par différentes tenues depuis 2014



En revanche, les autres signes vestimentaires distinctifs d'une appartenance à une communauté minoritaire (tenues traditionnelle africaine, tenue des juifs orthodoxes, kippa), s'ils peuvent

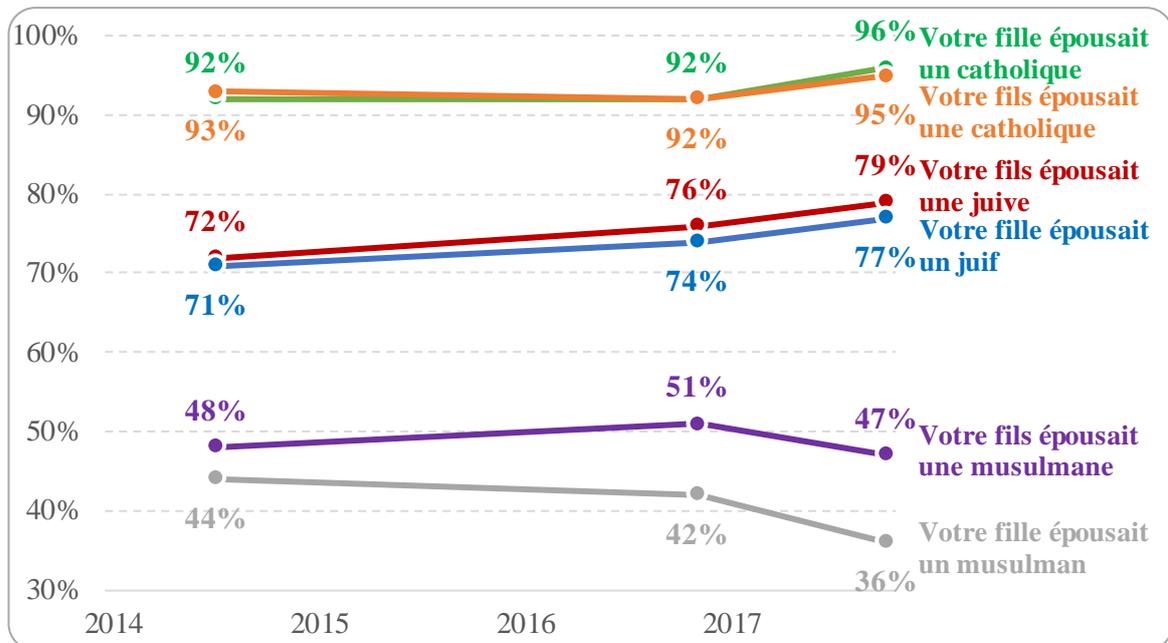
susciter des crispations, restent nettement mieux acceptés. Ainsi, 36% des Français sont « agacés » ou « inquiets » à la vue d'« hommes en tenue traditionnelle juive » (62% y sont indifférents), un chiffre qui tombe à 29% en ce qui concerne « des juifs portant la kippa » (69% d'indifférents). De même, 33% éprouvent des sentiments d'inquiétude ou d'agacement envers « les hommes portant des tenues africaines » (62% sont indifférents), et 28% en ce qui concerne les femmes en tenue africaine (64% indifférents). Si on constate là aussi une très légère progression du rejet depuis 2014 (entre 2 et 5 points), cette évolution est donc **beaucoup plus faible que pour les tenues musulmanes**. Ces évolutions **ne traduisent donc pas un rejet global des religions, voire même des religions minoritaires, mais bel et bien de l'islam dans certaines de ses manifestations extérieures**.

Dans ce contexte, **une très large majorité (79%, +7 points en un an) rejette la possibilité pour les femmes de religion musulmane de se baigner dans des lieux publics « en burkini, c'est-à-dire un maillot de bain couvrant l'ensemble du corps sauf le visage, les mains et les pieds »**. De même, près des trois quarts des personnes interrogées (71%, +3 points) se prononcent contre la possibilité « pour des mères portant le voile d'accompagner leurs enfants lors des sorties scolaires ».

## I.2. Des attitudes de rejet des musulmans qui se renforcent

On l'a dit, les relations que les personnes interrogées entretiennent au quotidien avec les musulmans sont dans l'ensemble satisfaisantes : 60% les jugent « bonnes », contre 17% qui les trouvent « mauvaises ». Cela n'empêche pas **certaines attitudes de rejet de nettement progresser** depuis trois ans.

Graphique 4. La proportion de personnes qui réagirait « bien » si un de leurs enfants se mariait avec une personne de différentes confessions depuis 2014



On retrouve ainsi les mêmes tendances que pour les tenues en ce qui concerne **l'éventualité du mariage d'un de ses enfants avec une personne de religion musulmane** (cf. graphique 4). A peine un tiers des Français (36%) déclarent désormais qu'ils réagirait « bien » si leur fille épousait un homme musulman, un chiffre en net recul par rapport à 2014 (-8 points).

L'acceptation est plus élevée et plus stable dans l'hypothèse où leur fils épouserait une femme musulmane (47%), mais le fait que plus d'un Français sur deux réagirait mal dans un tel cas montre combien les tensions identitaires sont vives dans notre pays. Comme nous l'avions déjà relevé l'an passé, c'est donc **la figure de l'homme musulman qui concentre le plus de craintes** dans l'opinion publique. On retrouve les mêmes différences en ce qui concerne un mariage avec une homme ou une femme d'origine maghrébine, ou avec un homme ou une femme d'origine sub-saharienne : le mariage d'un de ses fils est plus facilement accepté que le mariage d'une de ses filles avec une personne de ces origines, alors qu'on ne constate pas de différence significative pour un mariage avec « *une personne d'origine asiatique* », avec « *une personne noire* », ou encore avec des personnes de religion catholique, juive ou athée. Pour une partie grandissante des Français, si l'homme maghrébin ou d'Afrique sub-saharienne présente une menace particulière, c'est sans doute parce qu'il est assimilé à l'homme musulman.

Globalement, **le mariage d'un de ses enfants avec une personne d'une religion autre que musulmane est nettement mieux accepté** : plus de neuf Français sur dix réagiraient « *bien* » si leur enfant se mariait avec une personne catholique. Une union avec un juif est aussi désormais assez largement acceptée : 79% réagiraient bien si leur fils épousait une juive, et 77% si leur fille épousait un juif. Dans les deux cas, la progression par rapport à 2014 est significative (respectivement +7 points et +6 points), signe que la perception de l'intégration des juifs de France tend à progresser dans un contexte où l'empathie à l'égard d'une minorité jugée menacée se développe (*cf. p 14-15 et 18-20*).

### **I.3. Les solutions en faveur d'une meilleure intégration de l'islam sont rejetées**

Sans surprise, ces attitudes de rejet qui vont en augmentant s'accompagnent d'un **refus croissant des solutions parfois évoquées pour favoriser l'intégration des musulmans**. Dans le contexte actuel, **la perspective d'accorder de nouveaux droits aux musulmans ou de donner une visibilité accrue à leur religion est repoussée** par une nette majorité des Français. Ainsi, une majorité d'entre eux (57%, +2 points) rejette la possibilité de construire « *de nouvelles mosquées pour que les personnes de confession musulmane puissent exercer leur culte plus facilement* ». Un refus particulièrement marqué au sein des catégories populaires (63% chez les ouvriers et les employés, 68% chez les détenteurs d'un diplôme inférieur au baccalauréat) et chez les sympathisants de droite (68%) et du FN (88%).

**Le refus d'octroyer de nouveaux droits aux pratiquants est encore plus net dans le système éducatif**. De très nettes majorités s'opposent ainsi à certaines mesures au sein de l'école : « *la mise en place de menus spécifiques dans les cantines scolaires pour les élèves de confession juive et musulmane* » (69%, +3 points), « *la mise en place de dérogations permettant aux élèves de s'absenter les jours de fête religieuse non prévus dans le calendrier* » (77%, +5 points), deux questions qui ne concernent pourtant *a priori* pas uniquement la religion musulmane, mais qui sont très certainement comprises comme se référant à l'islam. Là encore, les catégories populaires et les sympathisants FN se montrent particulièrement hostiles.

A noter qu'une pratique religieuse régulière semble entraîner une acceptation plus forte de ces solutions visant à l'intégration des minorités religieuses : les catholiques pratiquants sont systématiquement plus enclins à s'y déclarer favorables que les non-pratiquants (*cf. tableau 3*).

Tableau 3. L'acceptation des solutions visant à l'intégration des minorités religieuses selon la pratique religieuse des catholiques

	La construction de mosquées	La mise en place de menus spécifiques	La mise en place de salles de culte dans les entreprises
<b>Ensemble des Français</b>	<b>43%</b>	<b>31%</b>	<b>14%</b>
<b>Pratique religieuse des catholiques</b>			
Pratiquants réguliers	45%	48%	16%
Pratiquants occasionnels	40%	32%	12%
Non pratiquants	38%	46%	11%

Comment expliquer ce paradoxe apparent entre la méfiance largement répandue vis-à-vis de l'islam et le refus de favoriser son intégration ? Le contexte actuel d'attentats et, plus largement, de tensions communautaires joue un rôle important. Mais, plus largement, **les Français pensent spontanément que le tort vient des musulmans eux-mêmes**, et que **c'est à eux de s'adapter à la société plutôt que l'inverse**. Ainsi, parmi les 36% des sondés qui considèrent que « *la grande majorité des personnes de confession musulmane est mal intégrée* » (en hausse de 12 points en un an), 83% pensent que cette situation est liée au fait que « *ces personnes se sont repliées sur elles-mêmes et refusent de s'ouvrir sur la société* », contre seulement 17% qui pointent avant tout la responsabilité de la société dans ces difficultés d'intégration.

## **II- Une minorité juive bien intégrée, mais qui reste victime de préjugés plus prégnants que jamais**

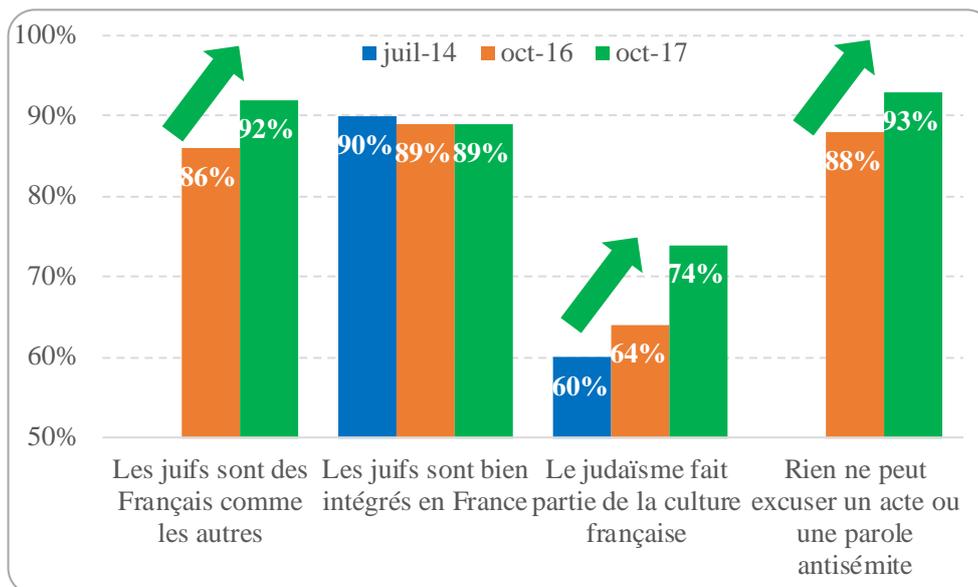
Cette vague met en lumière **un double mouvement apparemment contradictoire** : une progression du sentiment que les juifs sont bien intégrés, mais aussi une augmentation de l'approbation des préjugés à leur égard.

### **II.1. Le sentiment que les juifs sont bien intégrés en France atteint des niveaux record en 2017**

Le sentiment que **les juifs sont bien intégrés en France**, qui était déjà très fort lors des vagues précédentes, tend encore à progresser en 2017. Ainsi, une très large majorité de l'opinion publique juge que « *les juifs sont bien intégrés en France* » (89%, stable) ou que « *les juifs sont des Français comme les autres* » (92%, +6 points). Le fait que désormais, plus des trois quarts des Français réagiraient positivement si un de leurs enfants épousait une personne de confession juive confirme cette perception d'une bonne intégration de cette minorité.

Ces données confirment les analyses de Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale pour la CNCDH<sup>10</sup> issues d'un baromètre d'opinion annuel<sup>11</sup>, pour lesquels **les juifs forment aujourd'hui « la minorité la mieux acceptée » en France**. Même les catégories les plus fermées à « l'autre » partagent massivement ces opinions positives : 91% des détenteurs d'un diplôme inférieur au baccalauréat ou encore 81% des sympathisants FN disent ainsi que « *les juifs sont des Français comme les autres* », et même les personnes qui partagent la plupart des préjugés judéophobes<sup>12</sup> adhèrent massivement (77%) à cette idée.

Graphique 5. Le sentiment vis-à-vis de l'intégration des juifs depuis 2014



Cette perception d'une forte intégration des juifs de France s'ancre dans **le sentiment d'une appartenance ancienne et bénéfique au creuset culturel français** : 74% jugent que « *le judaïsme fait partie de la culture française* », en très forte progression (+14 points) depuis 2014. De même, 84% estiment que « *les juifs ont beaucoup apporté aux arts, à la musique et à la littérature* », là aussi en hausse de 13 points en trois ans.

Cette empathie s'accompagne aussi d'**une progression du sentiment qu'il faut les protéger** : 93% des Français (+5 points) estiment ainsi que « *rien ne peut excuser un acte ou une parole antisémite* », et 78% (+9 points) affirment qu'« *il faut tout faire pour rassurer les juifs et les empêcher de partir de France* ». Là encore, on constate un positionnement apparemment paradoxal des 28% de Français qui partagent la plupart des affirmations antijuives testées : ils jugent un peu moins que la moyenne, mais tout de même à **une large majorité qu'« il faut tout faire pour rassurer les juifs et les empêcher de partir de France » (62%) et surtout que « rien ne peut excuser un acte ou une parole antisémite » (85%)**. La prévalence des préjugés antisémites, aussi inquiétante soit-elle, n'est toutefois pas à ce stade un véritable moteur conduisant une partie significative de la population française à basculer dans un antisémitisme revendicatif et violent. La logique des préjugés continue à se développer indépendamment d'autres réactions et d'autres jugements affirmés selon d'autres logiques. Les préjugés peuvent être relativement déconnectés des pratiques et des passages à l'acte.

<sup>10</sup> CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie : rapport 2015*, La documentation Française, 2016.

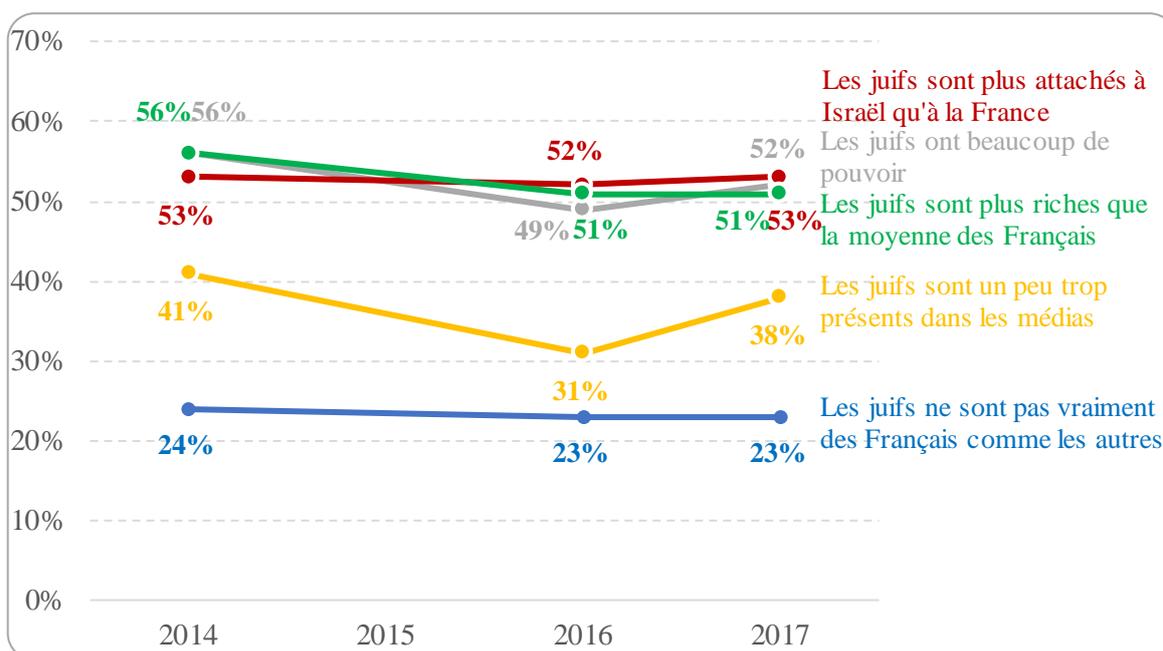
<sup>11</sup> Baromètre *Xénophobie, Antisémitisme, racisme, anti-racisme et discriminations raciales en France*, réalisé du 4 au 11 janvier 2016 par Ipsos pour la CNCDH et le SIG.

<sup>12</sup> Cf. p. 17 pour le détail de la construction de cet « indicateur » d'antisémitisme.

## II.2. Les préjugés envers un groupe perçu par certains comme influent et communautariste progressent, revenant à leur niveau de 2014

Paradoxalement, ce sentiment d'une intégration de plus en plus forte des juifs s'accompagne **d'une montée des préjugés à leur égard**, alors que la vague précédente du baromètre indiquait au contraire un recul. Mais sur trois ans, c'est au final le sentiment d'**une stabilité de la prégnance de ces préjugés** dans l'opinion publique qui prédomine (cf. graphique 6).

Graphique 6. L'évolution de l'approbation des préjugés antijuifs depuis 2014



Certains des préjugés les plus fermement ancrés à propos des juifs concernent **l'idée selon laquelle cette minorité disposerait de pouvoirs importants grâce à une position sociale privilégiée**. Ainsi, 52% des Français pensent que « *les juifs ont beaucoup de pouvoir* ». C'est notamment à propos des milieux financiers et médiatiques que ce préjugé est répandu : 48% des sondés jugent que « *les juifs sont trop présents dans le secteur financier et bancaire* », 38% dans « *les médias* ». Plus largement, une assez nette majorité de personnes interrogées (64%) partage l'opinion selon laquelle « *les juifs disposent de lobbies très puissants qui interviennent au plus haut niveau* ». Une telle situation aboutit fort logiquement au préjugé, partagé par un Français sur deux (51%), que « *globalement, les juifs sont plus riches que la moyenne des Français* » : une idée reçue qui était présente dans les propos des auteurs du calvaire d'Ilan Halimi en 2006 et de l'agression antisémite de Créteil en décembre 2014.

Le deuxième type de préjugés concerne plutôt **la solidarité, voire le communautarisme qui est prêté par certains aux juifs**. Ainsi, une immense majorité de l'opinion (92%) perçoit les juifs comme « *très soudés entre eux* ». Pour une moitié des Français (53%), les juifs seraient mêmes « *plus attachés à Israël qu'à la France* ». Enfin, près d'un sur deux (48%) pense même que « *les juifs utilisent la Shoah et le génocide dont ils ont été victimes pour défendre leur intérêt* » et 37% jugent que « *l'on parle trop de la mémoire de la Shoah* ».

En revanche, le sentiment qu'« *il y a un peu trop de juifs en France* » (12%) ou qu'« *il y a trop de synagogues en France* » (16%) reste très limité, confirmant que contrairement à l'islam, **la visibilité de la religion juive ne pose pas de problème à une grande majorité de l'opinion publique.**

Même si « mesurer l'antisémitisme » reste une gageure<sup>13</sup>, cette batterie de préjugés antisémites nous a permis de construire **un indicateur mettant en lumière la prégnance de ces sentiments** au sein de la population. Ainsi, sur quatorze préjugés testés au total, **24% des Français en partagent deux ou moins** (dont 4% aucun), quand **58% en partagent cinq ou plus** (et même 28% qui en partagent de neuf à quatorze). On mesure à cette aune combien **les préjugés concernant les juifs sont largement répandus**, et combien **la part des Français qui y échappent totalement ou presque est limitée.**

Tableau 4. Les préjugés antisémites selon la catégorie professionnelle, le niveau de diplôme et la proximité partisane

	Deux ou moins	Dont Aucune	Cinq ou plus	Dont Neuf à quatorze
<b>Ensemble</b>	<b>24%</b>	4%	<b>58%</b>	28%
<b>Age</b>				
<b>Cadres</b>	<b>23%</b>	4%	<b>50%</b>	15%
<b>Employés</b>	<b>23%</b>	2%	<b>56%</b>	32%
<b>Ouvriers</b>	<b>21%</b>	7%	<b>64%</b>	33%
<b>Niveau de diplôme</b>				
<b>Diplôme inférieur au baccalauréat</b>	<b>18%</b>	3%	<b>69%</b>	35%
<b>Diplôme supérieur au baccalauréat</b>	<b>27%</b>	4%	<b>52%</b>	24%
<b>Proximité partisane</b>				
<b>Sympathisants de gauche radicale</b>	<b>30%</b>	3%	<b>54%</b>	23%
<b>Sympathisants PS</b>	<b>38%</b>	7%	<b>40%</b>	18%
<b>Sympathisants centristes</b>	<b>24%</b>	2%	<b>56%</b>	25%
<b>Sympathisants de droite</b>	<b>22%</b>	1%	<b>60%</b>	27%
<b>Sympathisants FN</b>	<b>9%</b>	3%	<b>76%</b>	47%

Ces préjugés touchent **toutes les catégories sociales et politiques**. Ainsi, on ne constate aucune différence significative selon l'âge des répondants. Les seules différences notables concernent **la catégorie sociale, et surtout le niveau de diplôme et la proximité partisane** : les cadres, les diplômés du supérieur et les sympathisants de gauche forment moins de préjugés antisémites,

<sup>13</sup> Samuel Ghiles-Meilhac, « Mesurer l'antisémitisme contemporain : enjeux politiques et méthode scientifique », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2015.

même si les écarts à la moyenne restent somme toute assez limités. Il faut en revanche relever **la part élevée de personnes approuvant neuf affirmations antisémites ou plus chez les sympathisants FN** (47%, 19 points de plus que pour l'ensemble des Français). En revanche, comme on le verra par la suite (*cf. p. 24-26*), l'antisémitisme est nettement moins répandu chez les sympathisants de gauche radicale (23% approuvent neuf préjugés antijuifs ou plus) que parmi l'ensemble des Français, même si ce sont les sympathisants socialistes qui s'avèrent les moins perméables à de tels préjugés. A noter aussi que les personnes qui se déclarent sans religion sont sensiblement plus enclines que la moyenne à n'approuver aucun ou peu des arguments judéophobes (31% contre 24%), et sensiblement moins enclines à en approuver un grand nombre (51% contre 58%).

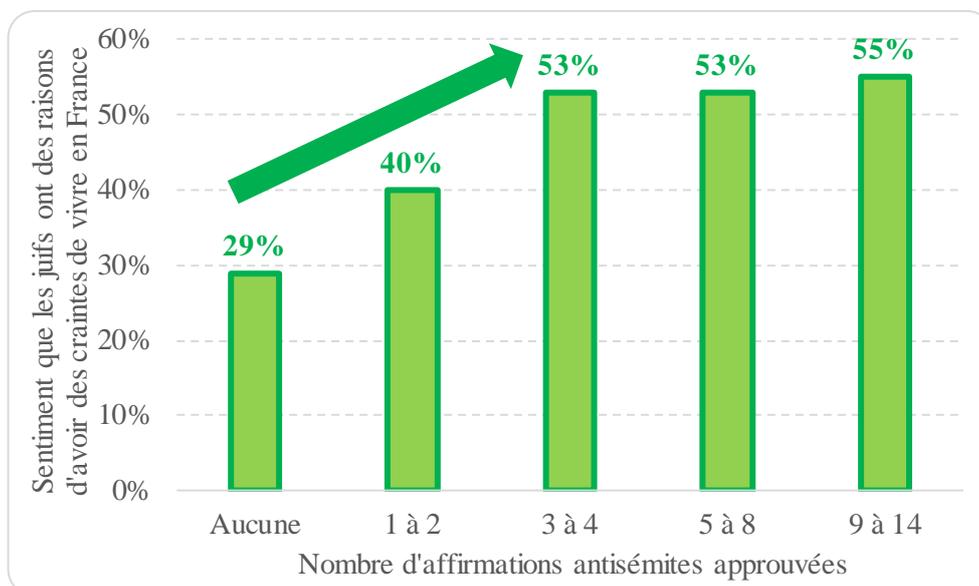
### **III- Une empathie vis-à-vis de la situation des juifs de France qui se stabilise à un haut niveau**

La vague de 2016 avait été marquée par **une vague d'empathie en faveur des juifs de France**, après une série d'attentats qui avaient mis en lumière, aux yeux d'une partie de l'opinion, la précarité de leur situation. Une tendance qui se confirme cette année, sans toutefois être amplifiée.

#### **III.1. Un Français sur deux juge que les juifs ont des raisons de craindre de vivre en France**

Après le choc ressenti par les Français à l'occasion des attentats de 2015, et notamment celui de l'*Hyper Casher* à Paris, **la proportion de personnes jugeant que « lorsqu'on est juif, il existe des raisons d'avoir des craintes de vivre en France » avait très fortement progressé (+16 points)** par rapport à 2014. Un niveau confirmé cette année, puisque 50% des sondés partagent encore cette opinion.

*Graphique 7. Le sentiment que les juifs ont raisons d'avoir des craintes de vivre en France en fonction du degré d'adhésion aux affirmations antisémites*



Etonnamment, les sympathisants FN sont les plus enclins à partager ce sentiment sur la situation des juifs (58%). Plus largement, **les personnes les moins sensibles aux affirmations antisémites sont paradoxalement celles qui sont les moins tentées de juger que les juifs ont des raisons d'avoir des craintes de vivre en France, comme si elles ne parvenaient pas à élargir leur point de vue ou à prendre en compte l'effet des jugements judéophobes** (cf. graphique 7). Dans un contexte d'attentats islamistes, cette situation peut aussi s'expliquer par la volonté des sympathisants frontistes de cibler la responsabilité des musulmans dans les craintes qu'éprouvent les juifs. Au contraire, les sympathisants de gauche, les plus tolérants envers l'ensemble des minorités, souhaiteraient ne pas opposer les communautés entre elles en ne pointant pas du doigt les musulmans.

On relève par ailleurs une relative stabilité de la proportion des Français **qui jugent que les juifs sont principalement ou en partie responsables de cette situation** : 44% des Français estiment désormais que « *les juifs n'ont aucune responsabilité* » par rapport « *à l'antisémitisme qui existe en France* » (ils étaient 41% en 2014), et 16% jugent qu'ils ont au contraire une responsabilité « *significative* » ou « *très importante* », contre 17% il y a trois ans. Assez logiquement, un tiers de ceux qui approuvent neuf à quatorze préjugés antisémites estiment que les juifs sont au moins en partie responsables de l'antisémitisme, contre seulement 6% de ceux qui adhèrent à deux ou moins de ces affirmations.

### **III.2. Le phénomène de départ de juifs est désormais bien identifié, mais il ne trouble toujours pas massivement les Français**

Dans ce contexte de perception plus marquée des dangers qui pèsent sur la population juive, **les Français ont peu à peu pris conscience du phénomène de départ de juifs pour Israël ou pour d'autres pays** : 28% jugent que ce phénomène est « *massif* » ou « *important* », un chiffre qui a progressé de 10 points par rapport à 2014. De même, seuls 13% des personnes interrogées estiment que ces départs sont « *marginaux* », en recul de 11 points en trois ans.

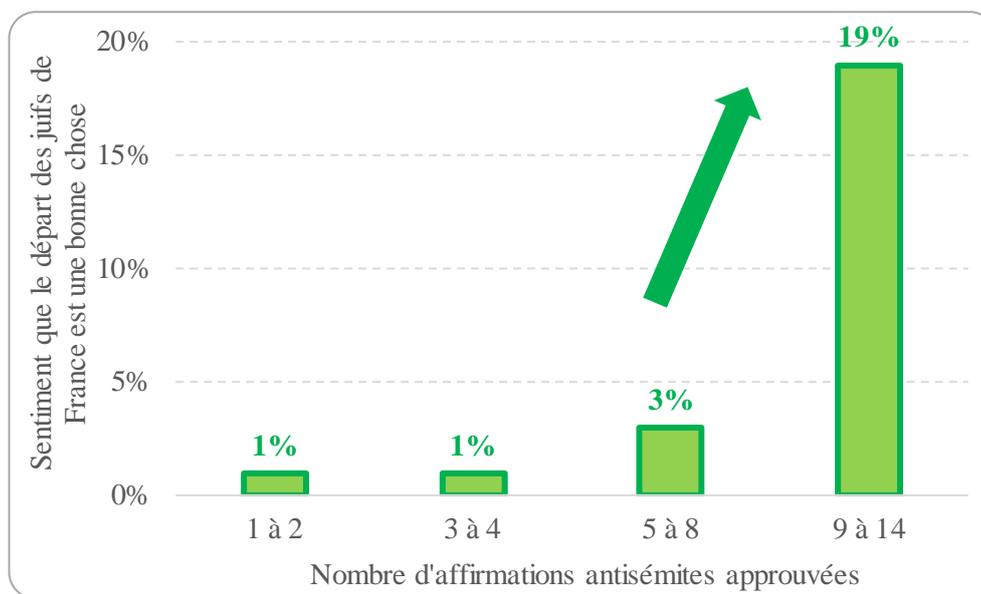
La signification de cette émigration est bien comprise : **une très nette majorité des personnes interrogées (69%) estime que les départs vers Israël sont motivés « par la crainte de la montée de l'antisémitisme »**, en très forte hausse par rapport depuis 2014 (+28 points). Les autres raisons potentielles (religieuses, idéologique, économiques) sont en revanche en fort recul.

En revanche, il convient de noter que **ces départs ne sont considérés comme « une mauvaise chose pour la France » que par 31% des personnes interrogées**. La nette majorité des Français (62%) juge au contraire qu'il ne s'agit « *ni d'une bonne, ni d'une mauvaise chose* ». Cette position qui témoigne d'un manque d'empathie de la population, est surreprésentée chez les moins de 35 ans (67%) et les ouvriers (74%).

Plus inquiétant, 7% des Français voient dans cette émigration « *une bonne chose* ». Cette proportion marginale, mais néanmoins significative, représente sans nul doute **le cœur des véritables antisémites en France**. Les réponses à cette question sont en effet **très étroitement liées à l'adhésion aux affirmations antisémites** (cf. graphique 8), ceux qui se montrent les moins antisémites n'étant que 1% à juger que le départ des juifs est « *une bonne chose* », contre 19% chez ceux qui approuvent de nombreuses affirmations antisémites. De plus, une analyse en composition indique que la très grande majorité (77%) de ceux qui affirment que le départ des juifs de France est « *une bonne chose* » sont des personnes qui affichent un degré élevé d'antisémitisme. Il est donc clair que ces 7%, qui sont par ailleurs avant tout des sympathisants

FN, forment le cœur des antisémites les plus convaincus et les plus virulents. Pour ce « noyau dur », l'antisémitisme débouche sur un véritable désir d'expulser les juifs de France.

*Graphique 8. Le sentiment que le départ des juifs de France est une bonne chose en fonction du degré d'adhésion aux affirmations antisémites*



# Une perception ambiguë d'Israël et des Israéliens

## *I- Une perception plus favorable des Israéliens que de l'Etat d'Israël*

Très positive dans les années 1960, l'opinion des Français vis-à-vis d'Israël s'est **nettement dégradée** au fil des décennies. Si les Israéliens en tant que peuple bénéficient d'une meilleure image que leur pays, elle n'en reste pas moins relativement médiocre. Les électeurs de gauche radicale comme d'extrême-droite sont ceux qui ont la moins bonne opinion de l'Etat hébreu et de ses habitants.

### **I.1. La perception de l'Etat d'Israël s'est fortement dégradée avec le temps et est désormais majoritairement négative**

Longtemps, les Français ont eu **une perception largement positive de l'Etat d'Israël** : dans la foulée de la guerre des Six Jours opposant en juin 1967 l'Etat hébreu aux armées égyptiennes, syriennes et jordaniennes, 56% des Français disaient éprouver de la sympathie à l'égard d'Israël, contre seulement 2% qui disaient se sentir plus proches des pays arabes<sup>14</sup>. **Cette bienveillance peut avoir de multiples sources** : sentiment de culpabilité dans une période où la Shoah commence à être reconnue par la République après l'avoir été par le cinéma et la littérature<sup>15</sup>, rancœur vis-à-vis des pays arabes liée au contexte de décolonisation, proximité envers un pays appartenant au camp occidental mais intégrant certains principes du socialisme<sup>16</sup>, etc. Reste que **cette perception positive s'érode dès le début des années 1970**, dans un contexte où l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza est de plus en plus fortement contestée par de nombreuses organisations palestiniennes, notamment l'OLP : dès janvier 1970, seuls 33% des Français éprouvent de la sympathie pour Israël.

Aujourd'hui, **seule une minorité des Français (27%) déclare avoir une opinion positive vis-à-vis d'Israël**, contre 42% qui en ont une opinion négative. Cette perception est finalement **assez peu polarisante** : seuls 4% ont une opinion « *très positive* » d'Israël, 12% une opinion « *très négative* », et à l'inverse 31% disent avoir un sentiment « *ni positif, ni négatif* » de ce pays. Parmi les pays ou organisations qui disposent d'une moins bonne image qu'Israël, on compte notamment la Chine (25%), la Palestine (20%), la Russie (20%) ou encore l'Algérie (11%), alors qu'au contraire, les Etats-Unis (38%), l'Union Européenne (50%) et surtout l'Allemagne (60%) bénéficient d'une bien meilleure image dans l'opinion.

Les plus enclins à avoir une opinion positive de l'Etat d'Israël sont les plus âgés (35% chez les 60 ans et plus) et **les sympathisants des partis de gouvernement** : 32% au PS, 36% chez LREM et jusqu'à 39% parmi les sympathisants LR. En revanche, les proches du FN (23%) et surtout de la FI (18%) ont une image généralement moins favorable de l'Etat hébreu (*cf. tableau 5*).

---

<sup>14</sup> M. Chasles-Parot, J. Fourquet, 1967-2014, *Regards sur Israël et les conflits du Proche Orient*, Ifop Collectors, août 2014.

<sup>15</sup> F. Azouvi, *Le Mythe du grand silence. Auschwitz, les Français, la mémoire*, Fayard, 2012.

<sup>16</sup> Z. Sternhell, *Aux origines d'Israël : Entre nationalisme et socialisme*, Fayard, 1996.

Tableau 5. L'opinion vis-à-vis d'Israël en fonction de la proximité partisane

	% ayant...			Différence entre les opinions positives et négatives
	... une opinion positive d'Israël	... une opinion ni positive, ni négative d'Israël	... une opinion négative d'Israël	
<b>Ensemble</b>	<b>27%</b>	<b>31%</b>	<b>42%</b>	<b>-15</b>
Sympathisants FI	18%	25%	57%	-39
Sympathisants PS	32%	19%	48%	-17
Sympathisants LREM	36%	23%	41%	-5
Sympathisants LR	39%	26%	34%	+5
Sympathisants FN	23%	29%	48%	-25
Sans sympathie partisane	17%	46%	37%	-17

## I.2. Les israéliens bénéficient d'une meilleure image que leur pays, sans que la perception ne soit dans le détail très positive

Cette perception dégradée de l'Etat israélien n'empêche pas **une très nette majorité des Français (80%) d'avoir une bonne image** « *des Israéliens en tant que peuple* », dont 12% en ont même une « *très bonne image* ». Là encore, les sympathisants des partis allant du PS (83%) à LR (82%) en passant par LREM (89%) sont ceux qui ont la meilleure opinion du peuple israélien, alors que les électeurs des partis anti-système se montrent plus réservés. Mais les sympathisants FI ont tout de même une meilleure image « *des Israéliens en tant que peuple* » (73%) que les sympathisants FN (62%), alors que l'ordre était inversé à propos d'Israël « *en tant qu'Etat* ».

Dans le détail, les Français jugent les Israéliens « *courageux* » (63% contre 16%), mais sont plus partagés pour leur accoler le qualificatif de « *démocratique* » (41% contre 39%) et pour dire qu'ils « *désirent sincèrement la paix* » (41% contre 44%). Et s'ils ne sont considérés comme « *agressifs* » que par 32% des Français (contre 49%), il n'y a aussi que 34% des personnes interrogées pour qualifier le peuple israélien de « *respectueux des droits de l'homme* », 45% leur refusant ce qualificatif. A noter toutefois que **l'image des Israéliens est là aussi meilleure que l'image d'Israël**, puisque l'on constate des écarts compris entre 1 point et 14 points selon que ces différents adjectifs sont utilisés pour qualifier le pays ou sa population.

## II- Une perception ambiguë du conflit israélo-palestinien

Depuis la guerre d'indépendance d'Israël en 1948-1949, les conflits entre l'Etat hébreu et ses voisins arabes et la situation de la Palestine n'ont pas quitté les devants de l'actualité. Mis face à ces enjeux anciens et complexes, **les Français adoptent généralement une position de neutralité**, renvoyant les responsabilités du conflit à l'ensemble des protagonistes.

## II.1. Les Français tendent à renvoyer dos-à-dos les protagonistes du conflit israélo-palestinien

**Les Français tendent à mettre les deux camps dos-à-dos en ce qui concerne la responsabilité du conflit israélo-palestinien** : si 16% jugent que les Israéliens portent la plus grande responsabilité dans sa poursuite et 9% les Palestiniens, les trois quarts des sondés estiment qu'ils sont responsables « *autant les uns que les autres* ». Les cadres (21%), les diplômés du supérieur (20%) et surtout les sympathisants de gauche radicale (35%) sont plus nombreux à rejeter la faute sur les Israéliens que la moyenne, alors que les sympathisants de droite (16%) et du FN (19%) accusent davantage les Palestiniens. En revanche, les personnes qui répondent que les deux camps sont autant responsables l'un que l'autre se recrutent surtout parmi les catégories populaires : 77% chez les CSP-, 78% chez les détenteurs d'un diplôme inférieur au baccalauréat. Dans ces catégories sociales qui s'intéressent moins que la moyenne à l'actualité politique et internationale<sup>17</sup>, ce choix peut toutefois être interprété comme le refus de se prononcer sur un enjeu complexe que comme un jugement sur la commune responsabilité des acteurs.

Pourtant, **les Français éprouvent une certaine empathie vis-à-vis d'un Etat hébreu placé dans un contexte régional difficile** : une majorité estime que « *Israël est un petit pays qui se défend contre des pays voisins qui souhaitent le détruire* » (56%), quand 44% trouvent que « *Israël est un pays puissant qui mène une politique agressive vis-à-vis de ses voisins* ». Là encore, les plus enclins à prendre le parti d'Israël se situent au centre et à droite de l'échiquier politique (59% chez les sympathisants LREM, 64% parmi les sympathisants LR), alors que les sympathisants de gauche (48% au PS, 54% chez EELV, 59% au sein de la gauche radicale) accusent plus volontiers Israël de mener une politique agressive que la moyenne des Français. En revanche, les sympathisants frontistes se prononcent exactement comme l'ensemble de l'opinion publique sur ce point.

## II.2. Le mouvement de boycott d'Israël est à la fois peu connu des Français et très majoritairement désapprouvé, sauf au sein de la gauche radicale

Lancé au début des années 2000 au Royaume-Uni, le mouvement « *Boycott, désinvestissement et sanctions* » vise à exercer des pressions économiques, académiques, culturelles et politiques sur Israël afin d'aboutir à la fin de l'occupation de la Palestine et au démantèlement des colonies. Accusé d'alimenter l'antisémitisme, cette initiative suscite un vif débat dans le champ intellectuel, politique et médiatique, mais **semble ne trouver qu'un écho limité dans l'opinion publique**. Ainsi, seuls 33% des Français en ont déjà entendu parler, et 15% seulement « *voient bien de quoi il s'agit* ». En revanche, les deux tiers des Français (67%) n'ont jamais entendu parler de ce mouvement de boycott des produits de consommation, bien culturels, artistes et universitaires israéliens. La petite minorité qui a une connaissance précise de cette initiative se recrute avant tout dans les catégories de la population les plus à l'écoute de l'actualité : cadres (28%) et diplômés du supérieur (19%). Les sympathisants de gauche radicale (29%) sont aussi mieux informés à ce sujet.

Ce sont d'ailleurs eux qui s'avèrent aussi les plus enclins à juger que ce mouvement est « *légitime* » car « *ses organisateurs souhaitent ainsi peser sur la politique du gouvernement Israélien* » : **près d'un sympathisant de gauche radicale sur deux (46%) est en accord avec**

<sup>17</sup> Vincent Goulet, *Médias et classes populaires. Les usages ordinaires des informations*, INA, 2010

**cette opinion, contre un tiers (32%) des Français dans leur ensemble.** Les sympathisants FN (41%) s'avèrent aussi plus sensibles à cet argument que la moyenne, de même que les moins de 35 ans (37%). Reste qu'une nette majorité des Français (68%) pense que « *ce boycott est mis en place par des organisations qui souhaitent avant tout détériorer l'image d'Israël, quelles que soient les politiques mises en place par ses gouvernements* », dont 78% des sympathisants LREM comme des sympathisants LR.

### **III- Un « nouvel antisémitisme » d'extrême-gauche qui se limite le plus souvent à un rejet d'Israël**

Les débats autour de l'existence d'un « *nouvel antisémitisme* » font florès depuis le début des années 2000. Née dès les années 1970, cette catégorie a été développée en France par Pierre-André Taguieff<sup>18</sup> qui y voit un nouvel avatar de l'antisémitisme tirant sa source non plus dans la religion comme l'antisémitisme chrétien ou dans des conceptions raciales comme l'antisémitisme nazi, mais **dans l'antisionisme et dans un amalgame entre juifs, Israéliens et sionistes**<sup>19</sup>. Cette conception **se manifesterait notamment dans les milieux d'extrême-gauche**, où l'entremêlement des causes pro-palestiniennes, antiracistes et anti-impérialistes aboutirait au développement de ce « *nouvel antisémitisme* ». La présente vague du baromètre nous permet de voir dans quelle mesure ce concept peut s'appliquer à une frange importante de la population.

#### **III.1. Des préjugés antisémites moins répandus chez les sympathisants de gauche radicale que dans la moyenne de la population**

Tout au long du baromètre, on a pu voir que **les préjugés antisémites ne sont pas plus présents parmi les sympathisants de gauche radicale**<sup>20</sup> **qu'au sein de l'ensemble de la population.** Ainsi, si l'on prend en compte les principales dimensions de l'antisémitisme, on constate même au contraire qu'ils tendent **à les partager légèrement moins que les Français dans leur ensemble** (cf. tableau 6). C'est notamment vrai sur le préjugé selon lequel les juifs auraient « *beaucoup de pouvoir* » : 46% des électeurs de gauche radicale sont d'accord, contre 52% des Français. La différence est plus ténue mais existe néanmoins en ce qui concerne les préjugés portant sur l'allégeance des Français juifs à Israël (51% des sympathisants de gauche radicale y adhèrent contre 53% des Français) ainsi que sur la présence des juifs dans les secteurs financiers et bancaires (46% contre 48%), et il n'y a même aucune différence en ce qui concerne le préjugé selon lequel les juifs utiliseraient la Shoah pour faire avancer leurs intérêts.

Au final, si l'on regroupe l'ensemble des 14 affirmations antisémites testées dans cette vague, les sympathisants de gauche radicale ne sont « que » 23% à en partager neuf ou plus (contre 28% pour l'ensemble des Français et jusqu'à 47% pour les sympathisants FN), et au contraire ils sont 30% à en partager seulement deux ou moins (contre 24% pour l'ensemble des Français et 9% au FN). **L'antisémitisme d'une partie des électeurs de gauche radicale est donc réel, mais il est plus limité que celui de l'ensemble de la population**, et notamment que celui des sympathisants de droite et d'extrême-droite.

---

<sup>18</sup> Pierre-Henri Taguieff, *La Nouvelle judéophobie*, Mille et une Nuits, 2002

<sup>19</sup> Quelle que soit l'acception que les protagonistes du débat fassent de ce terme.

<sup>20</sup> Il s'agit des personnes qui se disent proches des partis suivants : LO, NPA, PCF ou FI.

Tableau 6. La diffusion des préjugés antisémites selon la proximité partisane

	Les juifs sont plus attachés à Israël qu'à la France	Les juifs ont beaucoup de pouvoir	Les juifs sont trop présents dans le secteur financier et bancaire	Les juifs utilisent la Shoah pour défendre leurs intérêts
<b>Ensemble des Français</b>	<b>53%</b>	<b>52%</b>	<b>48%</b>	<b>48%</b>
<b>Proximité partisane</b>				
Sympathisants EXG-FI-PCF	51%	46%	46%	48%
Sympathisants PS	48%	43%	36%	32%
Sympathisants LREM-MoDem	48%	52%	44%	46%
Sympathisants LR-UDI	50%	53%	48%	43%
Sympathisants FN	66%	63%	62%	69%

On peut faire le même constat à partir des questions portant sur le mariage d'un de ses enfants : 21% des Français réagiraient « mal » si leur fils épousait une femme juive, mais ce chiffre n'est « que » de 17% chez les sympathisants de gauche radicale (contre 16% au PS et au centre), alors qu'il s'élève sensiblement parmi les électeurs LR-UDI (23%) et atteint 38% au Front National. Une logique que l'on retrouve pour l'ensemble des minorités ethniques ou religieuses (cf. tableau 7) : les sympathisants de gauche radicale s'avèrent systématiquement parmi les plus tolérants, quelle que soit la religion, l'origine ou la sexualité prise en compte.

Tableau 7. L'acceptation du mariage de son fils avec une personne d'origine, de religion ou de sexualité différente selon la proximité partisane

	Réagirait mal si son fils épousait...				
	... une femme juive	... une femme noire	... une personne du même sexe	... une femme maghrébine	... une femme musulmane
<b>Ensemble des Français</b>	<b>21%</b>	<b>31%</b>	<b>43%</b>	<b>49%</b>	<b>53%</b>
<b>Proximité partisane</b>					
Sympathisants EXG-FI-PCF	17%	3%	29%	26%	30%
Sympathisants PS	16%	24%	30%	34%	32%
Sympathisants LREM-MoDem	16%	24%	45%	42%	50%
Sympathisants LR-UDI	23%	41%	59%	66%	68%
Sympathisants FN	38%	61%	57%	83%	81%

### III.2. Au sein de la gauche radicale, une perception assez ambiguë de la situation des juifs en France

Au-delà de ces préjugés, on constate en revanche chez les sympathisants de gauche radicale une perception assez ambiguë des menaces qui pèsent sur la communauté juive de France.

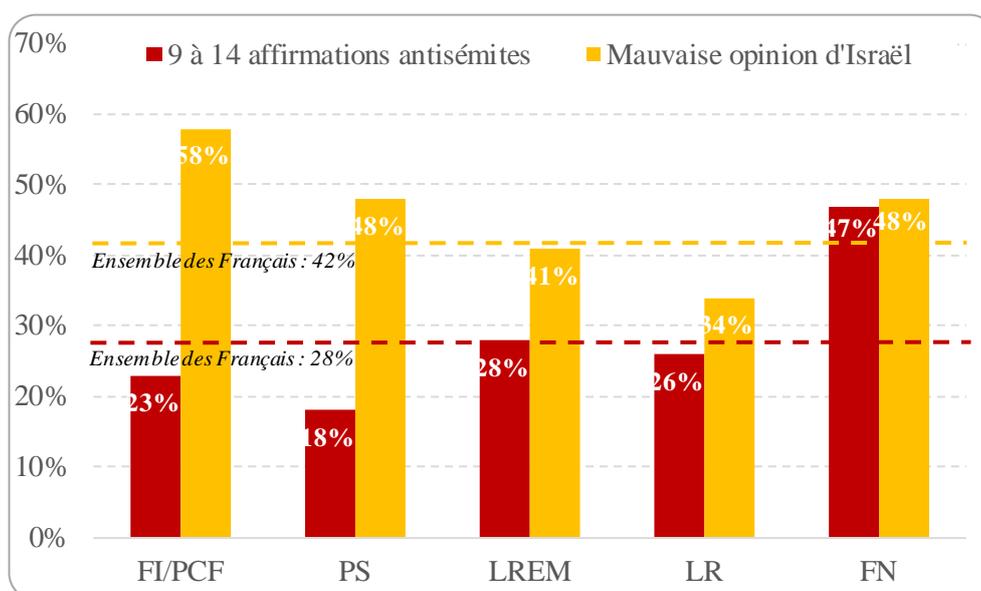
Ainsi, il faut noter qu'ils sont **tentés de les minimiser** : seuls 44% estiment que « *aujourd'hui, lorsqu'on est juif, il existe des raisons d'avoir des craintes de vivre en France* », alors que cette opinion est partagée par 50% des Français (dont 57% des sympathisants de LR-UDI et 58% des sympathisants FN). Il s'agit sans doute là d'un **effet induit par la perception de l'islam** : les sympathisants de gauche radicale tendraient à minimiser la menace pensant sur les juifs pour ne pas stigmatiser les musulmans. En revanche, les sympathisants FN, malgré les nombreux préjugés antisémites qu'ils partagent, sentiraient une certaine solidarité avec une communauté qu'ils perçoivent comme menacée par ces mêmes musulmans.

Pour autant, **les sympathisants de gauche radicale regrettent très majoritairement le départ de certains juifs de France** du fait de ces menaces : 66% jugent que c'est une mauvaise chose (62% pour l'ensemble de la population) contre 5% qui estiment qu'il s'agit d'une bonne chose (7% pour l'ensemble de la population). Surtout, **ils sont les moins enclins à dire que les juifs ont une part de responsabilité dans la montée de l'antisémitisme**, 41% partageant cette opinion, contre 56% dans l'ensemble de la population. De même, les proches de la gauche radicale sont plus nombreux que la moyenne (23% contre 16%) à estimer que l'on « *en fait pas assez à propos de la Shoah aujourd'hui en France* », loin devant les sympathisants centristes (17%), de droite (14%) ou du FN (13%).

### III.3. Un antisionisme qui ne se transforme pas en antisémitisme

Comme on l'a vu précédemment, **les sympathisants de gauche radicale se distinguent en revanche par un rejet très marqué d'Israël en tant qu'Etat ainsi que du gouvernement israélien** : 58% d'entre eux ont une image négative d'Israël (contre 42% de l'ensemble des Français), et 71% ont une mauvaise opinion du gouvernement de Benjamin Netanyahu (contre 57% des Français).

Graphique 9. La prévalence des préjugés antisémites et l'opinion envers Israël selon la proximité partisane



Pourtant, **la position critique envers Israël et son gouvernement semble obéir à une logique différente de celle de l'antisémitisme**. Le graphique 9 nous montre ainsi clairement que l'adhésion aux préjugés antisémites est relativement stable, que l'on se situe de l'extrême-gauche (23% chez les sympathisants FI-PCF) à la droite gouvernementale (26% chez les sympathisants LR), avant de progresser très nettement à l'extrême-droite (47% chez les sympathisants FN). En revanche, sur un même *continuum* gauche-droite, le rejet d'Israël aboutit à une forme en « J » inversé : il est très fort à la gauche radicale (58%) avant de décroître jusqu'à la droite gouvernementale (38%), puis progresse à nouveau à l'extrême-droite (48%).

Ces logiques divergentes entre une opposition à Israël qui ne verse pas massivement dans l'antisémitisme parmi les électeurs de la gauche radicale et un antisémitisme plus installé chez les sympathisants d'extrême-droite sont confirmées au niveau individuel par une analyse de corrélation (*cf. tableau 8*). En effet, **les corrélations entre les attitudes les plus répandues à l'extrême-droite** (l'approbation des préjugés antisémites ou le refus qu'un de ses enfants épouse une personne juive) d'une part **et les attitudes les plus répandues à l'extrême-gauche** (rejet d'Israël, de son gouvernement ou de sa politique étrangère) d'autre part **sont très faibles, voire inexistantes** (entre .158 et .004). Cela tendrait à démontrer qu'**au niveau individuel, il n'y a pas de relation évidente entre l'antisémitisme et l'antisionisme**. En revanche, la corrélation entre les différents préjugés ou attitudes antisémites est forte (entre .580 et .159), de même que la corrélation entre les attitudes hostiles à Israël, son gouvernement et sa politique (entre .503 et .317). On peut donc en conclure que **l'antisémitisme comme l'antisionisme sont des attitudes cohérentes entre elles, mais qui concernent le plus souvent des individus différents**.

Une telle démonstration ne vise évidemment pas à prétendre que l'antisémitisme est absent au sein de la gauche radicale, ni qu'il n'existe pas de ponts entre antisémitisme et antisionisme : les manifestations pro-palestiniennes de l'été 2014, lors desquelles des slogans ouvertement antisémites ont été proférés avant que des synagogues et des magasins juifs soient attaqués en sont la démonstration évidente. Toutefois, cet antisémitisme de gauche semble à ce stade **limité à une frange militante aussi violente que numériquement faible** ou à des milieux issus d'une frange de la population des Français issus de l'immigration musulmane<sup>21</sup>.

---

<sup>21</sup> Cf. Sylvain Brouard, Vincent Tiberj, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005 (particulièrement p. 99-108 : L'antisémitisme des banlieues en question).

Tableau 8. Matrice des corrélations entre le rapport à l'autre, les préjugés antisémites et l'image d'Israël

Corrélations	Réaction si votre fils épousait une juive	Les juifs sont trop présents dans le secteur financier et bancaire	Les juifs utilisent la Shoah pour défendre leurs intérêts	Les juifs ont beaucoup de pouvoir	Les juifs sont plus attachés à Israël qu'à la France	Image d'Israël	Image du gouvernement israélien	Israël, un petit pays qui se défend ou un pays puissant agressif
Réaction si votre fils épousait une juive	1							
Les juifs sont trop présents dans le secteur financier et bancaire	,235**	1						
Les juifs utilisent la Shoah pour défendre leurs intérêts	,228**	,467**	1					
Les juifs ont beaucoup de pouvoir	,199**	,580**	,451**	1				
Les juifs sont plus attachés à Israël qu'à la France	,230**	,394**	,408**	,429**	1			
Image d'Israël	,131**	,085**	,155**	,062*	,068*	1		
Image du gouvernement israélien	,069*	0,008	,064*	-0,043	0,004	,503**	1	
Israël, un petit pays qui se défend ou un pays puissant et agressif	,063*	,117**	,158**	,094**	,112**	,317**	,366**	1

## Conclusion

Cette troisième vague du baromètre de la relation à l'autre s'inscrit dans un contexte où le terrorisme devient, dans les pays occidentaux et tout particulièrement en France, un phénomène tristement fréquent. Après les attaques aussi spectaculaires qu'inattendues de 2015-2016, les attentats dont la France a été la victime pendant la seconde partie de l'année 2016 et en 2017 sont désormais moins impressionnants, ils font moins de victimes, mais ils choquent toujours autant l'opinion publique. Pour autant, si les Français ne s'habituent pas à une telle situation, **les discours politiques ont peu à peu évolué depuis les appels à « l'union nationale »** consécutifs aux attentats de janvier 2015. La campagne électorale de 2017 et la recomposition du champ politique et partisan semblent avoir abouti à **une disparition progressive de cette rhétorique unitaire.**

Or, les vagues précédentes du baromètre nous ont montré **combien le cadrage politique et médiatique de la relation à l'autre était un facteur important permettant d'expliquer les mouvements de l'opinion.** En 2014, **le discours identitaire d'un Front National en pleine ascension** à la suite à ses succès électoraux aux élections municipales et européennes jouait à plein et était appuyé par une partie de plus en plus importante des leaders de droite, d'autant plus vindicatifs qu'ils étaient situés dans l'opposition. C'était un contexte qui permettait d'**expliquer les tensions communautaires et religieuses très fortes mesurées par la première vague du baromètre.** En 2016, **le discours d'union nationale** adopté dans la foulée des attentats contre *Charlie Hebdo*, *l'Hyper Casher* et le *Bataclan*, restait encore très présent parmi les responsables politiques, malgré les prémices de la campagne électorale. C'est ce discours qui a contribué à **contenir la montée des tensions identitaires** à la suite à la vague d'attentats de 2015 et de 2016, alors que de nombreux observateurs pensaient au contraire qu'elles allaient exploser.

En revanche, cette année, l'affaiblissement de ce discours unitaire, même s'il ne semble pas avoir été directement remplacé par un retour du discours agressif et identitaire, peut au moins en partie **expliquer la progression, parfois très nette, des crispations identitaires** envers les groupes minoritaires dans un contexte général de **défiance croissante à l'égard de « l'autre »**, quel qu'il soit.

Les premières victimes de ces crispations sont **les musulmans.** Sur des indicateurs aussi divers que la réaction au cas où un de ses enfants venait à se marier avec une personne musulmane, la perception du voile islamique ou la prise en compte par les lois de la République de certaines pratiques propres à cette religion, on enregistre dans cette vague **un très net recul de l'acceptation de l'islam**, qui amplifie largement une courbe déjà légèrement à la baisse entre 2014 et 2016. Si les relations au quotidien entre l'ensemble des Français et leurs concitoyens musulmans restent globalement bonnes, il n'en reste pas moins que **le contexte actuel de menace terroriste pèse lourdement sur la perception que les Français ont de l'islam et de ses croyants.**

Le constat est nettement **plus ambigu** en ce qui concerne les juifs. Certes, **les préjugés à leur égard se maintiennent à un niveau préoccupant.** Toutefois, **le sentiment qu'ils sont bien intégrés est très élevé et progresse encore** cette année. De fait, le rejet des juifs (refus de voir un de ses enfants se marier avec une personne de cette religion, réaction négative devant des tenues traditionnelles juives, relations au quotidien avec des juifs) est beaucoup plus faible que celui des musulmans. En effet, si ces derniers souffrent d'une assimilation au terrorisme, **les juifs bénéficient au contraire d'une assimilation justifiée aux victimes du terrorisme.** Aux yeux

des Français, cette position conduit évidemment à **une certaine empathie**, poussant l'opinion à mieux appréhender les craintes spécifiques des juifs de France et à mieux comprendre les raisons de l'émigration d'une partie d'entre eux.

Notons enfin que l'image d'Israël et du peuple israélien, si elle est **globalement assez médiocre** au sein du grand public, **ne semble pas être un des principaux moteurs de l'antisémitisme** en France. Si l'existence d'un « nouvel antisémitisme » d'extrême-gauche basé sur le rejet d'Israël plutôt que sur des conceptions religieuses ou raciales n'est pas remise en cause, elle reste sans doute cantonnée aux franges les plus militantes. De manière générale, si les électeurs de gauche radicale sont les plus critiques envers Israël et son gouvernement actuel, ils sont aussi parmi **les moins enclins à partager des préjugés antisémites ou à avoir des attitudes de rejet envers les juifs**.

Cette vague du baromètre nous permet de montrer que **le rejet de « l'autre », qu'il s'agisse des juifs, des musulmans, des homosexuels, des asiatiques, des roms, ou de toute autre minorité, obéit toujours aux mêmes logiques sociologiques et politiques**. Comme l'avait déjà montré Theodor Adorno<sup>22</sup> dès les années 1950, **le positionnement social, que ce soit en termes de catégorie professionnelle ou de niveau de diplôme, joue systématiquement un rôle important** : moins les individus se sentent en position d'insécurité économique ou d'infériorité sociale, moins ils tendent à faire des différentes minorités des boucs émissaires de leurs difficultés. Mais c'est avant tout **le positionnement politique des individus sur un continuum gauche-droite qui explique leur rapport à « l'autre »** : les Français de gauche sont toujours plus tolérants que la moyenne envers l'ensemble des minorités, et à l'inverse les électeurs frontistes sont ceux qui partagent le plus de préjugés et ont le plus fréquemment une attitude de rejet.

Cette structure du rejet de « l'autre » commune à l'ensemble des minorités religieuses, ethniques ou sexuelles montre que la lutte contre les préjugés antisémites ne peut que bénéficier d'une lutte contre l'ensemble des préjugés dont souffrent les minorités actuellement en France, justifiant pleinement l'existence de ce baromètre.

---

<sup>22</sup> Theodor Adorno, *The authoritarian personality*, Harper and Row, 1950.